

Directeur de publication : Ambroise Fayolle

Rédaction : Agence France Trésor

Disponible en français et en anglais

<http://www.aft.gouv.fr> • Bloomberg TREX<GO> • Reuters <TRESOR>

Actualité de l'Agence France Trésor page 1	Actualité économique page 2	Données générales sur la dette page 3	Marché secondaire page 5	Dettes négociables de l'État page 6	Économie française et comparaisons internationales page 8
---	--------------------------------	--	-----------------------------	--	--

L'Agence France Trésor a pour mission de gérer la dette et la trésorerie de l'État au mieux des intérêts du contribuable et dans les meilleures conditions de sécurité

Actualité de l'Agence France Trésor

## Le nouveau pôle de contrôle interne et de contrôle des risques

Dès sa création en 2001, l'Agence France Trésor a posé les bases d'un contrôle interne et des risques indépendant des fonctions opérationnelles, notamment par la mise en place d'une organisation adaptée, par la définition et l'actualisation de la politique de contrôle interne (comprenant la définition des limites de risques), mais également par le suivi du respect de cette dernière. L'AFT s'est ainsi originellement appuyée sur les principes contenus dans le règlement 97-02 du comité de la réglementation bancaire et financière.

L'Agence France Trésor est soumise aux contrôles de l'Inspection Générale des Finances, de la Cour des Comptes, notamment dans le cadre de la certification du compte général de l'État, mais également à un audit comptable semestriel d'un cabinet externe, à une revue annuelle de ses mesures prudentielles par un cabinet indépendant.

L'ensemble des travaux menés lors des derniers exercices ont ainsi permis à la Cour des Comptes, dans son rapport 2012 sur la certification des comptes de l'État d'indiquer que « les actions mises en œuvre en 2012 tant à l'Agence France Trésor que dans les services du contrôleur budgétaire et comptable du ministère de l'économie et des finances, ont permis de renforcer l'effectivité et l'efficacité des dispositifs de contrôle interne concernés. »

L'Agence France Trésor a souhaité aller plus loin et, tout en maintenant un effectif réduit de 38 personnes, a décidé de créer un pôle dédié au contrôle interne dont l'installation a eu lieu au mois d'avril.

Ce pôle est notamment en charge de la mise à jour régulière des procédures comme du cadre général d'activité de l'Agence France Trésor qui décrit les principales règles de gestion relatives aux opérations financières. Il établit un plan de contrôle permanent au vu de la cartographie des risques. Il gère le suivi des incidents et s'assure de la mise en place d'actions correctives.

Enfin, dans le but de remédier à l'éventuelle indisponibilité du site de Bercy où se trouvent les locaux de l'Agence France Trésor, il supervise la mise à jour du plan de continuité d'activité, la réalisation de tests ainsi que la sensibilisation et la formation des collaborateurs à cette problématique.

Le nouveau pôle coordonne le déroulement des différentes missions d'audit auxquelles l'Agence France Trésor reste soumise.

Par ailleurs, le pôle assure le conseil juridique de l'Agence France Trésor en lien avec les équipes de la DG Trésor, il analyse l'évolution des textes français et communautaires au regard de leur impact possible sur l'activité de l'AFT.

Le nouveau pôle s'assure enfin du respect de la charte de déontologie au regard des activités couvertes par l'Agence.

# La trajectoire des finances publiques françaises actualisée par le Programme de Stabilité 2014 - 2017



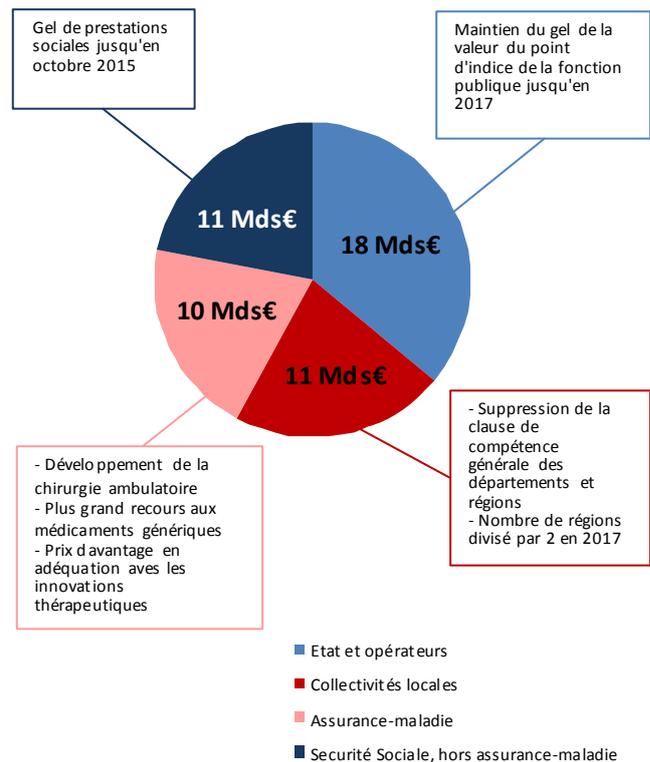
Le Programme de Stabilité français 2014-2017 a été publié le 23 avril. Il actualise la trajectoire des finances publiques à moyen terme, à la suite du résultat de l'exécution budgétaire 2013 et des nouvelles mesures en recettes et en dépenses annoncées par le Président de la République et le Premier Ministre.

Le Programme de Stabilité confirme l'engagement du gouvernement français de faire revenir le déficit public en termes nominaux à 3% du PIB en 2015. La trajectoire est bâtie sur une hypothèse de croissance du PIB réaliste, de 1% en 2014 et 1,7% en 2015, en ligne avec les prévisions des organisations internationales, et légèrement supérieur au consensus des économistes pour 2014. En outre, l'objectif d'un retour à l'équilibre structurel (c'est-à-dire, en tenant compte des effets de la conjoncture sur le déficit) en 2017 est réaffirmé. Ceci permettra de stabiliser le ratio de dette publique à 95,6% du PIB en 2015, puis de faire progressivement décliner le ratio à partir de 2016. Cette trajectoire atteste donc de la soutenabilité de la dette publique française.

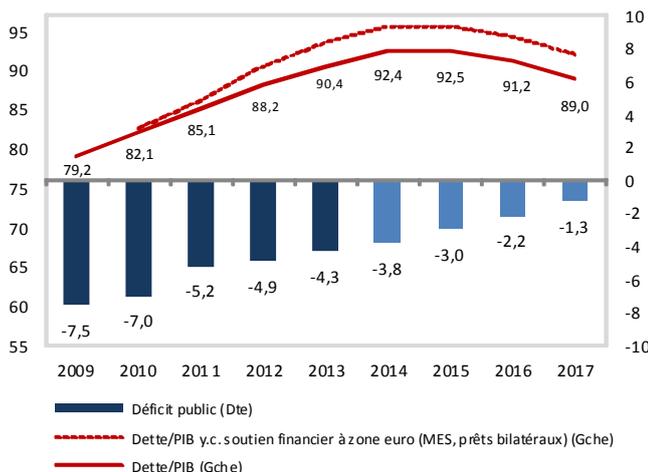
en dépenses de 50 Mds€ sur la période 2015-2017, s'ajoutant aux 15 Mds€ d'économies déjà réalisées en 2014, vont permettre de réduire le ratio de dépenses publiques sur PIB de plus de 3 points entre 2014 et 2017, à 53,5% en fin de période. En outre, les mesures annoncées pour les entreprises pour les ménages feront diminuer le ratio de prélèvements obligatoires sur le PIB à 45,3% en 2017.

La consolidation budgétaire programmée repose désormais exclusivement sur les dépenses. Sur la période 2012-2017, cette approche concilie consolidation budgétaire, soutien à la croissance et renforcement de la compétitivité.

## Répartition des économies en dépenses (2015-2017)



Ratios de déficit et de dette publique (points de PIB)



Le Programme de Stabilité précise également le contenu des mesures de consolidation budgétaire annoncées par le Président de la République lors de sa conférence de presse du 14 janvier dernier et par le Premier Ministre lors de sa déclaration de politique générale du 8 avril dernier. Les économies

Calendrier indicatif d'adjudication

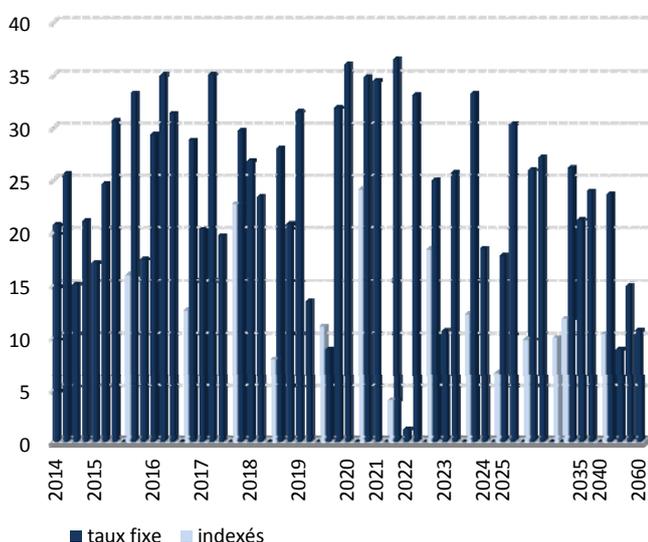
		Court terme					Moyen terme	Long terme	Indexés
Mai 2014	date d'adjudication	5	12	19	26		15	30-avr	15
	date de règlement	7	15	22	28		20	6	20
Juin 2014	date d'adjudication	2	10	16	23	30	19	5	19
	date de règlement	5	12	19	26	03-juil	24	10	24

décalages (jours fériés, etc.)

Source : Agence France Trésor

Dette négociable à moyen et long terme de l'État  
au 31 mars 2014

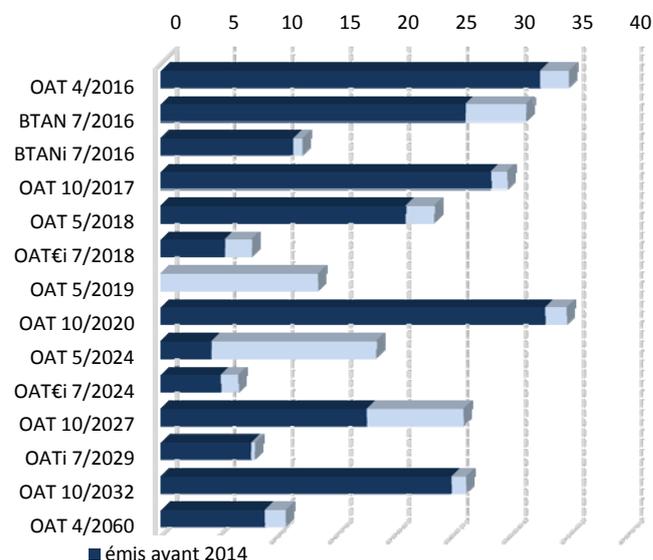
Encours actualisé par ligne, en milliards d'euros



Source : Agence France Trésor

Moyen et Long Terme : émissions de l'année et cumul  
au 31 mars 2014

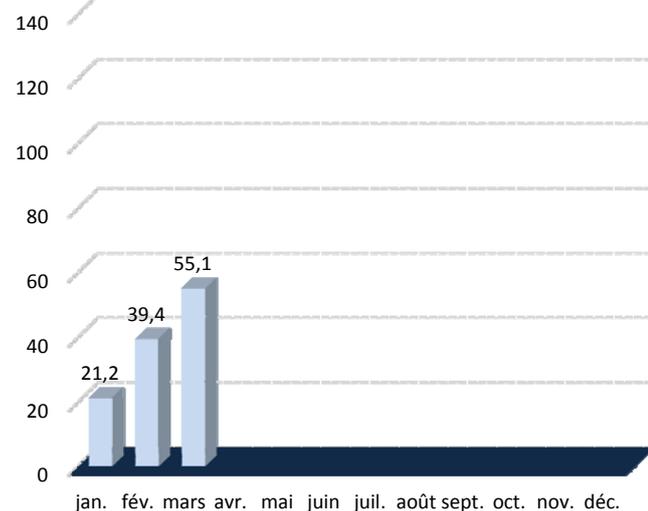
En milliards d'euros



Source : Agence France Trésor

Émissions nettes  
au 31 mars 2014

En milliards d'euros



Source : Agence France Trésor

Moyen et Long Terme : échéancier prévisionnel  
au 31 mars 2014

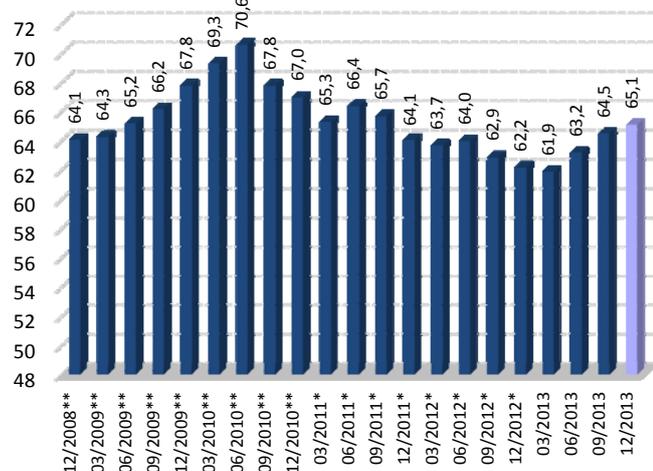
En milliards d'euros

Mois	Intérêts	Amortissements
avr-14	16,8	20,7
mai-14	1,5	
juin-14		
juil-14	5,2	25,6
août-14		
sept-14	0,1	15,0
oct-14	15,9	21,1
nov-14	0,3	
déc-14		
janv-15	0,4	17,1
févr-15	1,0	
mars-15		

Source : Agence France Trésor

Détention par les non-résidents des titres de la dette négociable de l'État : 4<sup>ème</sup> trimestre 2013

En % de la dette négociable exprimée en valeur de marché



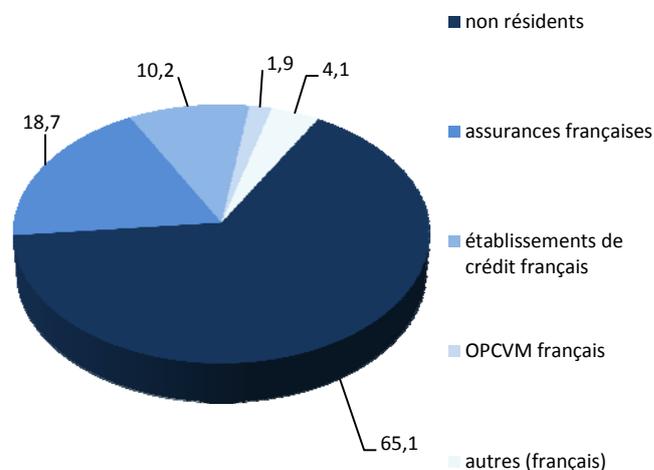
\* Chiffres établis avec les positions titres trimestrielles

\*\* Chiffres révisés avec la position titres définitive

Source : Banque de France

Détention des titres de la dette négociable de l'État par groupe de porteurs : 4<sup>ème</sup> trimestre 2013

Structure en % exprimée en valeur de marché



Source : Banque de France

Dette négociable de l'État au 31 mars 2014

En euros

Total Dette à Moyen et Long Terme	1 316 081 475 820
Encours démembré	61 826 597 500
Durée de vie moyenne	7 ans et 320 jours
Total Dette à Court Terme	186 165 000 000
Durée de vie moyenne	115 jours
<b>ENCOURS TOTAL</b>	<b>1 502 246 475 820</b>
<b>Durée de vie moyenne</b>	<b>6 ans et 343 jours</b>

Source : Agence France Trésor

Dette négociable de l'État et contrats d'échanges de taux d'intérêt (« swaps ») au 31 mars 2014

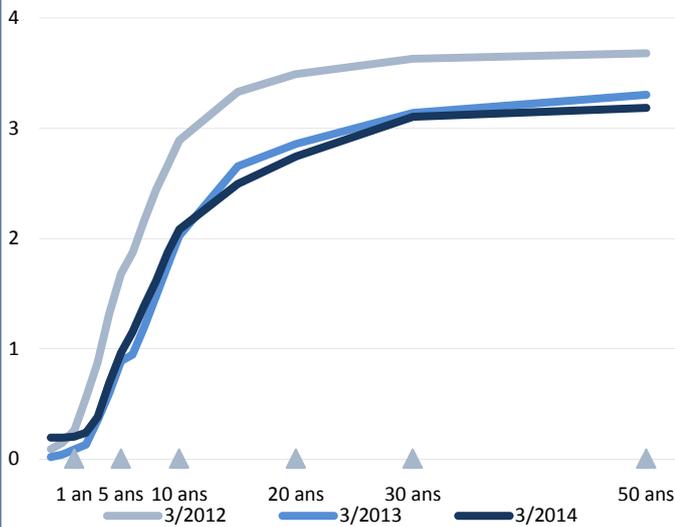
En milliards d'euros

	Fin 2011	Fin 2012	Fin 2013	Fin fév. 2014	Fin mars 2014
<b>Encours de la dette négociable</b>	<b>1 313</b>	<b>1 386</b>	<b>1 457</b>	<b>1 478</b>	<b>1 502</b>
dont titres indexés	166	173	174	178	177
Moyen et Long Terme	1 135	1 220	1 283	1 302	1 316
Court Terme	178	167	174	176	186
<b>Encours de swaps</b>	<b>13</b>	<b>10</b>	<b>7</b>	<b>6</b>	<b>5</b>
<b>Durée de vie moyenne de la dette négociable</b>					
avant swaps	7 ans	7 ans	7 ans	7 ans	6 ans
	57 jours	37 jours	5 jours	13 jours	343 jours
après swaps	7 ans	7 ans	7 ans	7 ans	6 ans
	52 jours	34 jours	2 jours	10 jours	341 jours

Source : Agence France Trésor

Courbe des taux sur titres d'État français

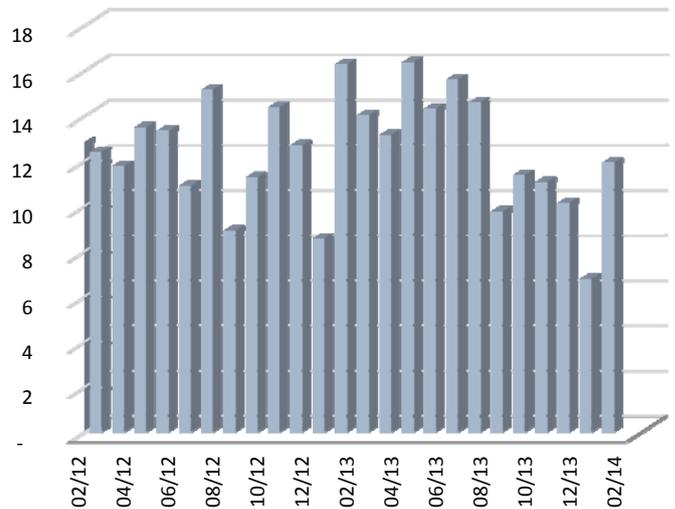
Valeur en fin de mois, en %



Source : Bloomberg

Volume moyen des transactions quotidiennes sur les titres à moyen et long terme

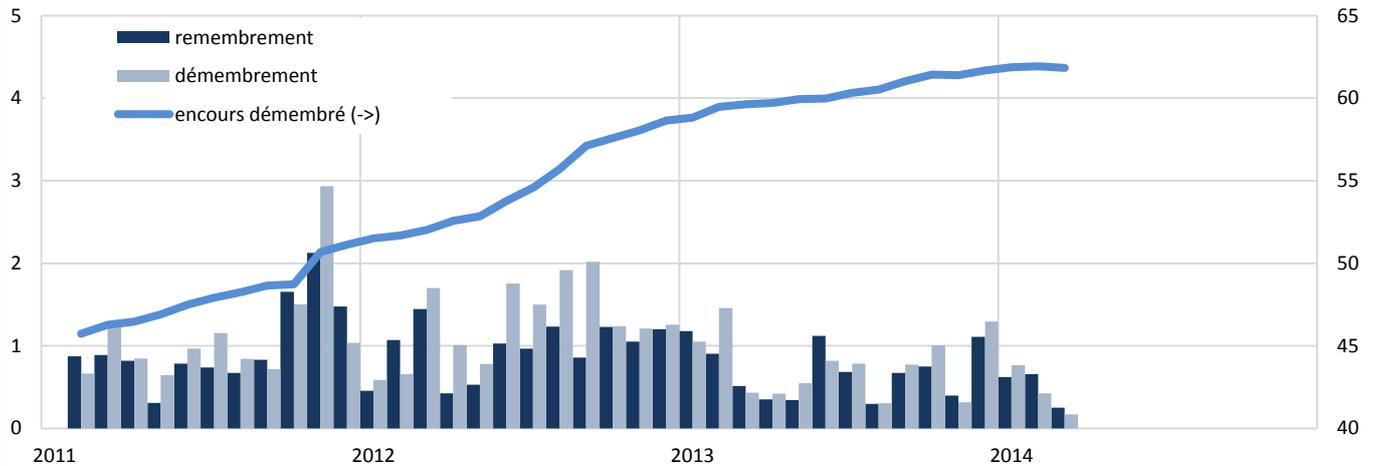
En milliards d'euros



Source : déclarations des SVT

Montant des opérations de démembrement et de remembrement

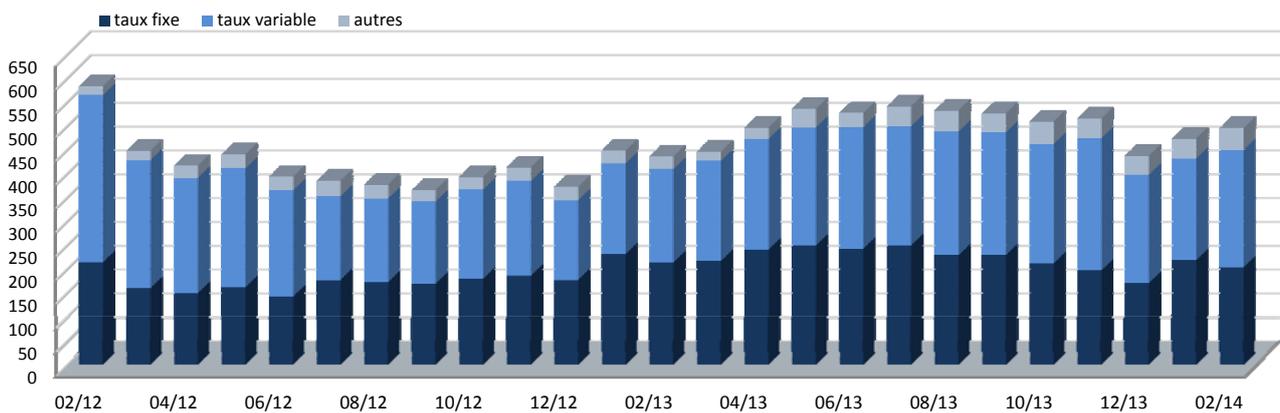
En milliards d'euros



Source : Euroclear

Encours des pensions des SVT en fin de mois

En milliards d'euros



Source : déclarations des SVT

Dettes à court terme au 31 mars 2014

	Échéance	Encours (€)
BTF	3 avril 2014	8 117 000 000
BTF	10 avril 2014	8 990 000 000
BTF	17 avril 2014	6 493 000 000
BTF	24 avril 2014	9 405 000 000
BTF	30 avril 2014	7 444 000 000
BTF	7 mai 2014	8 141 000 000
BTF	15 mai 2014	6 975 000 000
BTF	22 mai 2014	9 194 000 000
BTF	28 mai 2014	7 105 000 000
BTF	5 juin 2014	8 376 000 000
BTF	12 juin 2014	6 589 000 000
BTF	19 juin 2014	8 167 000 000
BTF	26 juin 2014	8 266 000 000
BTF	10 juillet 2014	8 650 000 000
BTF	24 juillet 2014	9 478 000 000
BTF	7 août 2014	7 759 000 000
BTF	21 août 2014	5 234 000 000
BTF	4 septembre 2014	1 980 000 000
BTF	18 septembre 2014	6 951 000 000
BTF	16 octobre 2014	8 432 000 000
BTF	13 novembre 2014	6 367 000 000
BTF	11 décembre 2014	3 147 000 000
BTF	8 janvier 2015	8 857 000 000
BTF	5 février 2015	8 176 000 000
BTF	5 mars 2015	7 872 000 000

Dettes à moyen et long terme (échéances 2014–2018) au 31 mars 2014

code	libellé	encours (€)	coeff. ind.	encours nomi. (€)	démembrés (€)
	<b>Échéance 2014</b>	<b>82 433 074 224</b>			
FR0010061242	OAT 4% 25 avril 2014	20 749 102 234			0
FR0116843535	BTAN 3% 12 juillet 2014	25 586 000 000			–
FR0120634490	BTAN 0,75% 25 septembre 2014	15 044 000 000			–
FR0010112052	OAT 4% 25 octobre 2014	21 053 971 990			0
	<b>Échéance 2015</b>	<b>138 955 534 353</b>			
FR0117836652	BTAN 2,5% 15 janvier 2015	17 100 000 000			–
FR0010163543	OAT 3,5% 25 avril 2015	24 617 313 893			0
FR0118462128	BTAN 2% 12 juillet 2015	30 628 000 000			–
FR0010135525	OAT€i 1,6% 25 juillet 2015	15 969 220 460 (1)	1,18273	13 502 000 000	0
FR0010216481	OAT 3% 25 octobre 2015	33 236 000 000			0
FR0011452721	OAT 0,25% 25 novembre 2015	17 405 000 000			0
	<b>Échéance 2016</b>	<b>136 992 629 800</b>			
FR0119105809	BTAN 2,25% 25 février 2016	29 296 000 000			–
FR0010288357	OAT 3,25% 25 avril 2016	35 007 000 000			0
FR0119580050	BTAN 2,5% 25 juillet 2016	31 322 000 000			–
FR0119105791	BTANi 0,45% 25 juillet 2016	12 578 629 800 (1)	1,04214	12 070 000 000	–
FR0000187361	OAT 5% 25 octobre 2016	28 789 000 000			303 659 600
	<b>Échéance 2017</b>	<b>127 394 759 400</b>			
FR0120473253	BTAN 1,75% 25 février 2017	20 302 000 000			–
FR0010415331	OAT 3,75% 25 avril 2017	35 024 000 000			0
FR0120746609	BTAN 1% 25 juillet 2017	19 680 000 000			–
FR0010235176	OATi 1% 25 juillet 2017	22 717 759 400 (1)	1,12492	20 195 000 000	0
FR0010517417	OAT 4,25% 25 octobre 2017	29 671 000 000			0
	<b>Échéance 2018</b>	<b>107 011 596 020</b>			
FR0010604983	OAT 4% 25 avril 2018	26 840 000 000			0
FR0011394345	OAT 1% 25 mai 2018	23 412 000 000			0
FR0011237643	OAT€i 0,25% 25 juillet 2018	7 917 596 020 (1)	1,02866	7 697 000 000	0
FR0010670737	OAT 4,25% 25 octobre 2018	28 047 000 000			0
FR0011523257	OAT 1% 25 novembre 2018	20 795 000 000			0

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

Dette à moyen et long terme (échéances 2019 et plus) au 31 mars 2014

code	libellé	encours (€)	coeff. ind.	encours nomi. (€)	démembrés (€)
	<b>Échéance 2019</b>	<b>96 652 610 422</b>			
FR0000189151	OAT 4,25% 25 avril 2019	31 478 000 000			0
FR0011708080	OAT 1% 25 mai 2019	13 430 000 000			0
FR0010850032	OATi 1,3% 25 juillet 2019	11 014 941 100 (1)	1,05862	10 405 000 000	0
FR0000570921	OAT 8,5% 25 octobre 2019	8 844 392 893			6 193 930 100
FR0010776161	OAT 3,75% 25 octobre 2019	31 858 000 000			0
FR0000570954	OAT cap. 9,82% 31 décembre 2019	27 276 429 (2)		6 692 154	-
	<b>Échéance 2020</b>	<b>94 942 425 500</b>			
FR0010854182	OAT 3,5% 25 avril 2020	36 032 000 000			0
FR0010050559	OAT€i 2,25% 25 juillet 2020	24 109 425 500 (1)	1,20698	19 975 000 000	0
FR0010949651	OAT 2,5% 25 octobre 2020	34 801 000 000			0
	<b>Échéance 2021</b>	<b>74 964 211 840</b>			
FR0010192997	OAT 3,75% 25 avril 2021	34 492 000 000			0
FR0011347046	OATi 0,1% 25 juillet 2021	3 999 211 840 (1)	1,00256	3 989 000 000	0
FR0011059088	OAT 3,25% 25 octobre 2021	36 473 000 000			0
	<b>Échéance 2022</b>	<b>77 638 624 210</b>			
FR0000571044	OAT 8,25% 25 avril 2022	1 243 939 990			709 868 400
FR0011196856	OAT 3% 25 avril 2022	33 062 000 000			0
FR0010899765	OAT€i 1,1% 25 juillet 2022	18 375 684 220 (1)	1,07297	17 126 000 000	0
FR0011337880	OAT 2,25% 25 octobre 2022	24 957 000 000			0
	<b>Échéance 2023</b>	<b>81 707 817 393</b>			
FR0000571085	OAT 8,5% 25 avril 2023	10 606 195 903			6 130 625 000
FR0011486067	OAT 1,75% 25 mai 2023	25 660 000 000			0
FR0010585901	OATi 2,1% 25 juillet 2023	12 212 621 490 (1)	1,09051	11 199 000 000	0
FR0010466938	OAT 4,25% 25 octobre 2023	33 229 000 000			476 722 000
	<b>Échéance 2024</b>	<b>25 040 479 880</b>			
FR0011619436	OAT 2,25% 25 mai 2024	18 437 000 000			0
FR0011427848	OAT€i 0,25% 25 juillet 2024	6 603 479 880 (1)	1,00479	6 572 000 000	0
	<b>Échéance 2025</b>	<b>17 780 928 118</b>			
FR0000571150	OAT 6% 25 octobre 2025	17 780 928 118			2 985 226 900
	<b>Échéance 2026</b>	<b>30 306 000 000</b>			
FR0010916924	OAT 3,5% 25 avril 2026	30 306 000 000			100 900 000
	<b>Échéance 2027</b>	<b>35 728 074 090</b>			
FR0011008705	OAT€i 1,85% 25 juillet 2027	9 788 074 090 (1)	1,05737	9 257 000 000	0
FR0011317783	OAT 2,75% 25 octobre 2027	25 940 000 000			0
	<b>Échéance 2028</b>	<b>21 322 893</b>			
FR0000571226	OAT zéro coupon 28 mars 2028	21 322 893 (3)		46 232 603	-
	<b>Échéance 2029</b>	<b>37 106 877 147</b>			
FR0000571218	OAT 5,5% 25 avril 2029	27 169 880 458			3 876 749 500
FR0000186413	OATi 3,4% 25 juillet 2029	9 936 996 689 (1)	1,24319	7 993 144 000	0
	<b>Échéance 2030 et plus</b>	<b>151 404 510 530</b>			
FR0000188799	OAT€i 3,15% 25 juillet 2032	11 771 827 920 (1)	1,22292	9 626 000 000	0
FR0000187635	OAT 5,75% 25 octobre 2032	26 135 322 600			11 673 599 000
FR0010070060	OAT 4,75% 25 avril 2035	21 183 000 000			5 336 846 000
FR0010371401	OAT 4% 25 octobre 2038	23 889 000 000			4 788 950 000
FR0010447367	OAT€i 1,8% 25 juillet 2040	10 332 360 010 (1)	1,13281	9 121 000 000	0
FR0010773192	OAT 4,5% 25 avril 2041	23 650 000 000			7 528 127 000
FR0011461037	OAT 3,25% 25 mai 2045	8 860 000 000			0
FR0010171975	OAT 4% 25 avril 2055	14 926 000 000			7 343 294 000
FR0010870956	OAT 4% 25 avril 2060	10 657 000 000			4 378 100 000

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

(2) y.c. intérêts capitalisés au 31/12/2013 ; non offerte à la souscription

(3) valeur actualisée au 28/03/2013 ; non offerte à la souscription

### Derniers indicateurs conjoncturels

Production industrielle, glissement annuel	-0,1%	02/2014
Consommation des ménages*, glissement annuel	1,1%	02/2014
Taux de chômage (BIT)	10,2%	12/2013
Prix à la consommation, glissement annuel		
ensemble	0,6%	03/2014
ensemble hors tabac	0,5%	03/2014
Solde commercial, fab-fab, cvs	-3,4 Md€	02/2014
" "	-5,6 Md€	01/2014
Solde des transactions courantes, cvs	-1,4 Md€	02/2014
" "	-3,7 Md€	01/2014
Taux de l'échéance constante 10 ans (TEC10)	2,02%	31/3/2014
Taux d'intérêt à 3 mois (Euribor)	0,313%	31/3/2014
Euro / dollar	1,3788	31/3/2014
Euro / yen	142,42	31/3/2014

\* produits manufacturés

Sources : Insee, Minefi, Banque de France

### Situation mensuelle du budget de l'État

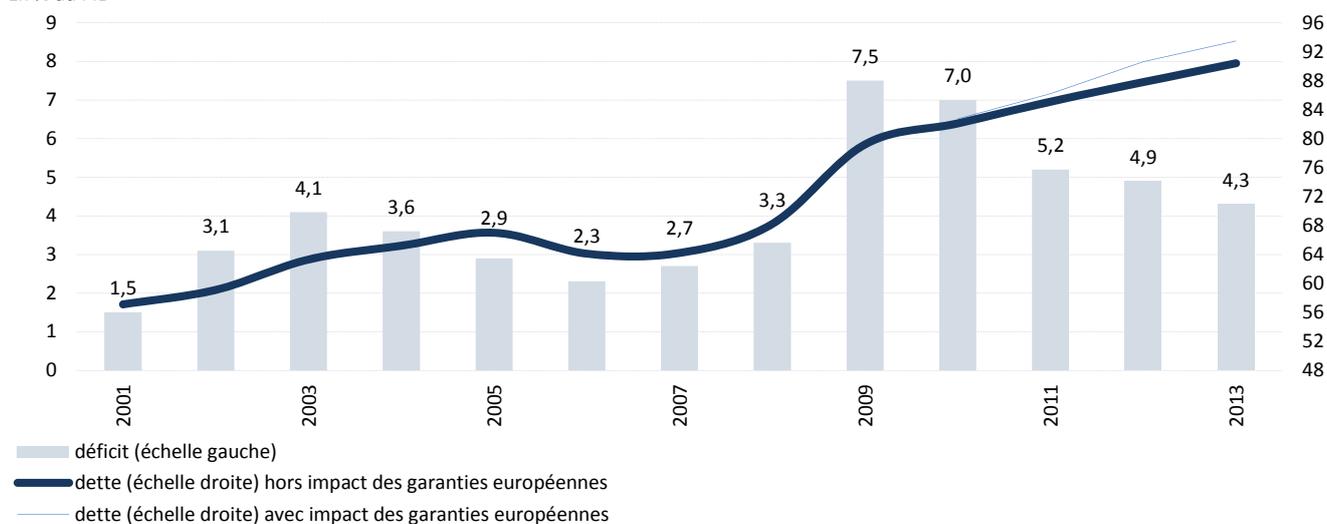
En milliards d'euros

	niveau à la fin février				
	2012	2013	2012	2013	2014
Solde du budget général	-88,16	-75,44	-18,26	-20,33	-17,97
Recettes	286,01	301,25	45,35	44,08	46,79
Dépenses	374,17	376,68	63,61	64,41	64,76
Solde des comptes spéciaux du Trésor	1,01	0,57	-5,97	-6,79	-7,71
<b>Solde général d'exécution</b>	<b>-87,15</b>	<b>-74,87</b>	<b>-24,23</b>	<b>-27,12</b>	<b>-25,68</b>

Source : Bloomberg

### Finances publiques : déficit et dette

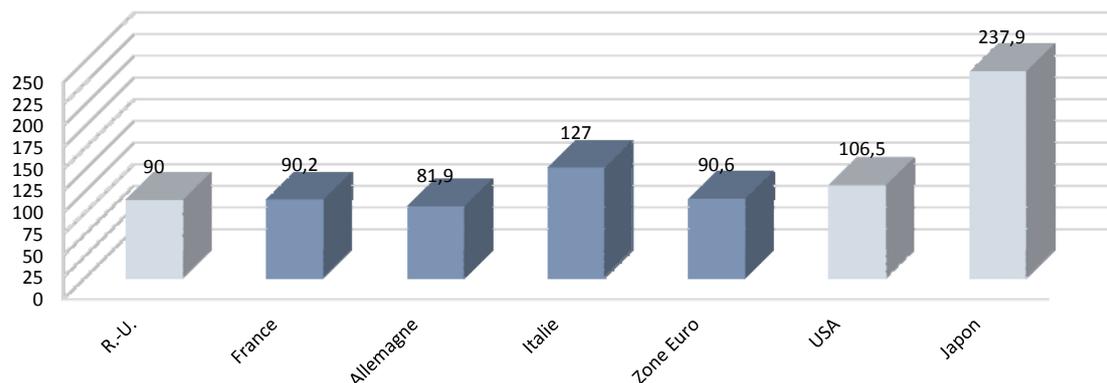
En % du PIB



Sources : Insee, Programme de stabilité 2013-2017 (17/04/2013)

### Dette des administrations publiques en 2012

En % du PIB



Sources : Eurostat (04/2013), FMI (04/2013), Insee (04/2013)

Calendriers des indicateurs économiques français

Mai 2014		Juin 2014	
 6	Investissements dans l'industrie : avril	 5	Demandeurs d'emploi 2014 T1 (BIT)
 7	Commerce extérieur en mars	 6	Commerce extérieur en avril
 7	Production industrielle en mars	 10	Production industrielle en avril
 13	Balance des paiements en mars	 12	Balance des paiements en avril
 14	Prix à la consommation : indice d'avril	 12	Prix à la consommation : indice de mai
 15	Comptes nationaux trimestriels : premiers résultats 2014 T1	 13	Emploi salarié : résultats définitifs 2014 T1
 15	Inflation (IPCH) : indice d'avril	 16	Inflation (IPCH) : indice de mai
 16	Emploi salarié : résultats provisoires 2014 T1	 24	Construction neuve en mai
 22	Conjoncture dans l'industrie : enquête mensuelle de mai	 25	Conjoncture dans l'industrie : enquête mensuelle de juin
 27	Conjoncture auprès des ménages : enquête de mai	 26	Demandeurs d'emploi en mai
 27	Construction neuve en avril	 26	Conjoncture auprès des ménages : enquête de juin
 28	Demandeurs d'emploi en avril	 27	Comptes nationaux trimestriels : résultats détaillés 2014 T1
		 27	Prix à la production dans l'industrie : indice de mai
		 27	Dette trimestrielle des administrations publiques 2014 T1
		 27	Consommation des ménages en produits manufacturés en mai

Sources : Insee, Eurostat